

Commentaire

Hiver 1987-1988
Volume 10/Numéro 40

« Il n'y a pas de bonheur sans liberté, ni de liberté sans vaillance », Thucydide

SOMMAIRE

Thierry de MONTBRIAL, Sur la politique de sécurité de la France	645
--	-----

PROBLÈMES DU COMMUNISME

Jean-Marie SOUTOU, Gorbatchev par les textes. Commentaires sur des écrits soviétiques récents	658
Textes de GORBATCHEV, I. L'histoire, la vision historique, l'évolution du monde	662
II. L'interdépendance des États à l'époque nucléaire	664
III. L'U.R.S.S. et les démocraties populaires	666
IV. La culture, les écrivains et les artistes	666
V. Le rôle du Parti	667
Alain BESANÇON, Les Juifs en U.R.S.S.	669
Françoise THOM, La désinformation	675
Jakub KARPINSKI, Des factions en régime communiste. Plaidoyer pour une approche objective de la politique communiste	681

HISTOIRE CONTEMPORAINE

Josef JOFFE, La bataille des historiens allemands	685
Albert PALLE, Le héros, l'opinion et la Constitution. À propos du colonel North et des institutions américaines	695

FRANCE : POLITIQUE ET SOCIÉTÉ

Michel d'ORNANO, Anatomie d'un combat parlementaire. À propos du droit de la concurrence	704
Hubert LANDIER, L'entreprise, les syndicats et l'opinion. Chronique du changement des esprits	707
Jean GABRIEL, N'oubliez pas l'artiste ! Paysans et paysage	716

La bataille des historiens allemands

JOSEF JOFFE

Un très vif débat a agité les historiens allemands durant l'été et l'automne de 1986. Il portait sur la place et la signification du nazisme dans l'histoire de l'Allemagne et de l'Europe.

Dans l'article qu'on va lire, Josef Joffe, responsable de la politique étrangère et éditorialiste à la Süddeutsche Zeitung, résume les éléments principaux de la controverse historique et surtout en dégage la portée politique pour le présent et l'avenir de l'Allemagne.

IL y a une quinzaine d'années*, l'historien allemand Ernst Nolte inaugura un séminaire à Harvard par cette question mémorable : « Où avons-nous rencontré précédemment l'idée d'une Solution finale... je veux dire : avant Hitler ? » Ne voyant en face de lui que des regards sans expression, Nolte s'exclama : « Dans les œuvres de Marx, bien sûr ! Marx n'a-t-il pas prêché l'annihilation d'une classe tout entière, la bourgeoisie ? C'est là que se trouve l'idée originale d'une Solution finale. » A ce moment, la perplexité de l'auditoire s'était figée en un silence tendu, et le chercheur américain Eric Goldhagen, qui est un survivant de l'Holocauste, essaya d'alléger l'atmosphère par une remarque d'une aimable ironie : « Professeur Nolte, quand Fiorello La Guardia, l'illustre maire républicain libéral de New York, triompha aux élections de 1932 de ses adversaires politiques démocrates, le *New York Times* cita en manchette cette phrase de lui : NOUS LES AVONS VÉRITABLEMENT ASSASSINÉS. Eh bien, M. Nolte, La Guardia n'entendait pourtant pas qu'il avait littéralement tué ses ennemis ! »

* La version anglaise de cette étude a d'abord paru dans *Encounter* (juin 1987). Nous remercions notre ami Melvin Lasky et l'auteur d'avoir bien voulu nous autoriser à la traduire et à la publier.

Mais Nolte, disciple de Heidegger et adepte de l'« histoire métaphysique », ne saisit pas l'objection et il ne semble pas davantage avoir, depuis lors, admis la distinction entre une métaphore et un assassinat de masse mécanisé. De fait, l'été dernier il est revenu sur ce thème avec une véhémence qui a dépassé les limites d'une querelle académique courtoise et qui a débordé dans les pages de la presse allemande. En quelques semaines, Nolte avait réussi à déclencher une des controverses les plus étranges, mais aussi les plus révélatrices qu'ait connues l'historiographie allemande. Tous ceux qui comptent dans cette spécialité s'y sont trouvés mêlés, et la polémique ne semble pas en voie de se calmer.

Nolte et l'« original » bolchevique

Le coup d'envoi en a été donné par un essai de Nolte, intitulé « Le passé qui ne veut pas passer⁽¹⁾ », publié dans le principal quotidien conservateur d'Allemagne occidentale, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Débutant par une ac-

(1) Ernst Nolte : « Vergangenheit, die nicht vergehen will », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 6 juin 1986. Cet article est une version abrégée d'une communication que Nolte devait prononcer à Francfort, lors des *Römerberggespräche* de 1986, débat public annuel entre personnalités publiques et intellectuels, dont il fut soudain exclu.

cusation sensationnelle, l'article aboutit à une conclusion stupéfiante, qui tente de démolir tout ce que nous savons et qui, supposait-on, n'avait plus besoin d'être remis en cause, à propos de l'histoire de l'Holocauste. Toute la littérature relative au national-socialisme, aurait découvert Nolte, comporte une « faille manifeste », à savoir « son incapacité ou son refus de voir » que les nazis n'ont pas été les premiers à mettre en œuvre des déportations de masse, des camps de la mort et l'« extermination de groupes entiers selon des critères objectifs ». A l'exception des chambres à gaz (un « procédé technique » nouveau), les héritiers bolcheviques de Karl Marx avaient déjà donné l'exemple dès le début des années 20. Voici en quels termes Nolte pose l'« inévitable » question :

« Peut-être les nationaux-socialistes, peut-être Hitler n'ont-ils accompli une action « asiatique » que parce qu'ils se considéraient, eux et leurs semblables, comme les victimes potentielles ou réelles d'une action « asiatique » ? Est-ce que l'archipel du Goulag n'était pas plus originel (*originärer*) qu'Auschwitz ? Est-ce que le « meurtre de classe » [commis] par les bolcheviks n'était pas, logiquement et dans les faits, antérieur au « meurtre de race » [commis] par les nationaux-socialistes ? »

Pour ceux qui ne sont pas familiers du vocabulaire de l'histoire néo-hégélien, il est nécessaire de « traduire » ce passage. Nolte suggère qu'Auschwitz n'était qu'une imitation, que le modèle russo-« asiatique » mérite l'*imprimatur* de l'histoire en sa qualité d'unique et seul original. (Dans un essai antérieur, « Entre mythe et révisionnisme(?) », Nolte avait exposé le même point de vue dans toute sa nudité : « La soi-disant [*sic*] annihilation des Juifs sous le III^e Reich était une réaction ou une reproduction déformée, non pas une première action ou un acte original. ») Mais Nolte ne s'en tient pas à ces compliments décernés à Lénine, Staline et leurs camarades. Sous le masque de questions apparemment en suspens, ses insinuations s'acheminent doucement vers le but véritable de tout l'exercice : le remaniement de toute l'histoire de l'Europe au xx^e siècle. Est-ce qu'Auschwitz, demande-t-il, « ne fut pas peut-être le fruit d'un passé qui ne voulait pas passer » ? En d'autres termes, est-ce que Hitler n'a pas simplement fait aux Juifs ce que la « terreur rouge » avait fait

aux « blancs », infligeant aux Juifs une « action asiatique » par crainte de subir le même sort des mains du monstre communiste ? Oui, conclut l'auteur, « il y a probablement là une connexion causale ».

Dire qu'il s'agit là d'une argumentation forcée, ce serait recourir à un euphémisme poli, car elle défie les normes les plus rudimentaires du raisonnement. Pour l'exprimer sous une forme abstraite, Nolte postule l'existence d'une chaîne monstrueuse de destruction qui obéit à la « logique » suivante : *A* (Hitler), ayant peur de *B* (la menace du bolchevisme), a massacré *C* (les Juifs) dans un acte d'autodéfense préventive. On trouve un plaidoyer semblablement fantaisiste — cherchant à évacuer la culpabilité en la projetant — dans « Entre mythe et révisionnisme ». Là encore, Nolte recourt à son instrument favori — la question insinuante, la prose alambiquée — pour établir une connexion directe entre l'« agression » juive et les « représailles » nazies. Est-ce que Hitler n'était pas « autorisé à traiter les Juifs comme des prisonniers de guerre et, de ce fait, à les interner » quand la Grande-Bretagne déclara la guerre en 1939 ? Après tout, quelques jours plus tard, Chaïm Weizmann avait juré, au nom de l'Agence Juive, que « les Juifs du monde entier se battraient aux côtés de l'Angleterre »...

Cette « déclaration de guerre », et le fait que Nolte eût insinué que la réaction nazie en était une « conséquence », suscitèrent une réplique d'une amère ironie du philosophe berlinois Ernst Tugendhat : comment, demanda celui-ci, peut-on expliquer « la persécution et les représailles exercées contre les Juifs avant l'automne de 1939, persécution dont a été victime mon propre grand-père ? » Le mythe des complots de la *Weltjudentum* contre le Reich est depuis longtemps la tarte à la crème de la propagande néo-nazie. Mais dans le cas présent, on avait affaire à un universitaire, à un historien sérieux encore qu'obsédé par une idée fixe, à un homme qui s'est acquis une renommée internationale par son ouvrage sur les Trois visages du fascisme (1963)⁽²⁾ : et voilà que cet homme apportait des arguments de Café du Commerce ! Mais ce n'était pas l'unique surprise que nous réservait cet « An I après Bitburg ». Deux décennies durant, Nolte avait été un artisan solitaire, qui ne comptait parmi les historiens ni disciples ni vrais ennemis. Subitement, il n'était plus seul.

(2) « Between Myth and Revisionism : The Third Reich in the Perspective of the 1980s », in H.W. Koch, ed., *Aspects of the Third Reich* (Macmillan, 1985).

(3) *Der Faschismus in seiner Epoche*, Piper, Munich, 1963 ; traduction française sous le titre, *Le fascisme dans son époque*, 3 vol., Julliard, 1970.

Hillgruber et les « buts de guerre » alliés

C'est aussi en 1986 qu'apparut dans les librairies un mince volume portant un long titre : *Deux apocalypses : la destruction du Reich allemand et la fin de la communauté juive européenne*⁽⁴⁾. L'auteur, Andreas Hillgruber, est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Cologne. Comme Nolte, Hillgruber avait œuvré jusqu'alors dans une relative obscurité ; dans sa spécialité, il s'était acquis la réputation d'un honorable chercheur en matière d'histoire diplomatique de l'Allemagne. Et voilà qu'en même temps que Nolte, il accédait soudain à la notoriété en plongeant dans les eaux troubles d'un passé récent. Et comme Nolte, Hillgruber visait une cible fort tentante.

Peut-être n'est-il pas très équitable de recourir à des citations extraites de prières d'insérer ; mais, dans le cas présent, cela paraît être une manière économique de parvenir sans détour au point qu'on désire mettre en lumière. Et cela permet de déjouer le procédé contrariant auquel recourent Nolte, Hillgruber et compagnie, qui consiste à envelopper leurs arguments dans des questions doucereuses, à remplacer des propositions falsifiables par des insinuations, et à profiter de la moindre parcelle de cette obscurité dont est si riche la langue allemande.

« L'ouvrage spectaculaire de Hillgruber [dit le prière d'insérer imprimé au dos du livre] va à l'encontre de l'opinion conventionnelle selon laquelle la destruction du Reich allemand fut une réponse spécifique aux atrocités du régime nazi. [Il] établit que l'amputation du Reich... était devenue un des objectifs de la guerre menée par les Alliés bien avant Auschwitz. »

Mais pourquoi présenter comme une découverte spectaculaire une thèse qui est bien connue à la fois des spécialistes et des profanes informés⁽⁵⁾ ? Il est bien évident que les Alliés n'ont pas décidé de détruire le Reich afin de punir les Allemands pour Auschwitz (encore que le choc provoqué par ce crime ait fortement aggravé leur hostilité à l'Allemagne). Il est bien évident que les vainqueurs se sont conformés à la formule

classique émise par de Gaulle : « Pas de Reich, retour aux Allemagnes », afin de démanteler enfin cette énorme centrale qui, par deux fois, avait tenté d'imposer son hégémonie au reste de l'Europe. En laissant entendre que les Alliés n'étaient *pas* motivés par l'indignation morale, puis en étudiant méticuleusement à quel moment exactement Roosevelt, Churchill et Staline ont décidé de ce qu'ils allaient faire de l'Allemagne, Hillgruber établissait évidemment un dessein caché.

Dire, fût-ce indirectement au moyen de mille tours et détours, que l'effort de guerre des Alliés était motivé par la quête séculaire de la puissance et de la supériorité, voilà qui est bien plus subtil et singulier que la tactique rebattue consistant à établir une « équivalence immorale » entre, disons, Auschwitz et Dresde. Alors que Nolte aimerait diluer quelque peu la culpabilité (dans *L'Allemagne et la guerre froide*, ouvrage datant de 1974, il affirme que toutes les grandes puissances ont eu « leurs périodes hitlériennes »), la méthode métahistorique de Hillgruber est tout simplement *amoral*. Si l'on envisage le III^e Reich *sub specie aeternitatis*, puis qu'on proclame l'évidence en faisant remarquer que les Alliés se sont comportés comme les États l'ont toujours fait, on marque deux points à la fois.

Non seulement on démasque ainsi comme hypocrisie pure et simple ce qui s'est fait après coup sous les espèces de la « rééducation » du peuple allemand et du procès de Nuremberg, mais on se débarrasse aussi, une fois pour toutes, de la question de la moralité. Si les Alliés ont simplement rejoué à nouveau l'antique jeu des nations, le débat se déplace confortablement du niveau de la morale à celui de l'historicité. La question n'est plus : « Qui était bon et qui était mauvais ? » ; elle devient : « Quel est le verdict de l'histoire ? » Puisque le véritable objectif des Alliés était le pouvoir dans toute sa nudité et le réaménagement de l'Europe, examinons-en les conséquences « systémiques », de la même façon qu'on envisage les effets de la guerre de Trente Ans ou du congrès de Vienne. En bref, veut dire Hillgruber, qu'on laisse l'Histoire rendre son jugement, et non pas le tribunal de Nuremberg.

Voilà pourquoi le plus gros du pamphlet de Hillgruber n'est nullement consacré à « la fin de la communauté juive européenne » ; cette partie de l'essai demeure brève et curieusement terne. Ce qui intéresse vraiment l'auteur, c'est le Front de l'Est en 1944-1945, dont il décrit l'effondre-

(4) Andreas Hillgruber, *Zweierlei Untergang : Die Zerschlagung des Deutschen Reiches und das Ende des europäischen Judentums* (Berlin, Siedler, 1986).

(5) En ce qui concerne l'abondante littérature relative aux plans des Alliés pour l'avenir de l'Allemagne après la guerre, voir Hermann Graml, *Die Alliierten und die Teilung Deutschlands* (« Les Alliés et la partition de l'Allemagne ») (Frankfort, Fischer, 1985), spécialement la bibliographie, pp. 242-249.

ment dans la langue du *Crépuscule des Dieux*. Quand il parle des Russes, il recourt à l'idiome des catastrophes : « orgie de vengeance », « viols de masse », « meurtre arbitraire », « déportations sans discrimination ». Et quand il se tourne du côté de l'Allemagne, l'histoire se mue alors en une saga du type des *Nibelungen*, un poème de loyauté et de transcendance. On a là les « efforts désespérés et sacrificiels de l'armée allemande », le « rempart » du Front de l'Est qui « protégeait la population contre le flot » de l'Armée rouge. On trouve aussi l'« éthique de la responsabilité » motivant les chefs militaires et les fonctionnaires nazis, qui faisaient de leur mieux pour « éviter le pire ». (En contrepartie, Hillgruber réduit le mobile du complot contre Hitler du 20 juillet 1944 à une « éthique de pure conviction » donquichottesque⁽⁶⁾.)

La « bataille de défense désespérée » ne visait pas seulement à protéger « un espace peuplé depuis des siècles » et la « patrie de millions » d'hommes. Elle avait de toute évidence un but encore plus noble : sauver l'Histoire elle-même ou, pour user de l'opaque terminologie de Hillgruber, l'« autonomie du statut de grande puissance du Reich allemand » (*die Bewahrung der Eigenständigkeit der Grossmachtstellung des deutschen Reiches*). Hélas, sommes-nous amenés à conclure, la naïveté des Américains, les machinations des Britanniques et l'avidité des Soviétiques provoquèrent la « mort du Reich et, avec elle, l'effondrement du centre de l'Europe ». Avec ce dénouement, les Parques décrétèrent également un autre épilogue impardonnable : la fin du « rôle de la Prusse et du Reich allemand comme médiateur [...] pour toute l'Europe ». Dans une interprétation plus ample, et c'est bien ce sur quoi s'attarde la pensée de Hillgruber dans sa conclusion, « dans la catastrophe de 1945, c'est toute l'Europe qui a été perdante ».

Désormais nous le savons. Toute l'Europe a « perdu » parce qu'elle a été libérée de l'impérialisme nazi. Ce n'est pas l'*ubris* de l'Allemagne, sans parler du traitement barbare infligé aux Juifs, aux tziganes et autres *Untermenschen*, qui a conduit au châtement et à la chute. Il se peut que Hitler ait déclenché cette guerre-là, mais qu'est donc, *sub specie aeternitatis*, une nouvelle tenta-

tive historique pour conquérir la suprématie, dans un système d'États où quantité d'hommes respectables, de Charles Quint à Napoléon I^{er}, ont joué et rejoué ce même jeu ? Si vous tenez à discuter des responsabilités, chaque page du petit livre de Hillgruber chuchote : « Parlons plutôt de l'Histoire et de ses conséquences : par exemple de l'intrusion durable de l'Amérique et de la Russie soviétique au cœur du continent européen. » Et de cette façon, l'essai de Hillgruber se débarrasse adroitement du fardeau de la responsabilité allemande pour le déposer délicatement devant la porte de Roosevelt, de Churchill et de Staline. Vous voyez, messieurs, ce que vous avez fait ? Vous vous en êtes pris au Reich allemand, mais le véritable perdant, ce fut l'Europe. L'essai de Hillgruber « n'est pas un mauvais livre », fait observer, avec tact, dans *The New Republic*, l'historien de Harvard Charles S. Maier. « Mais il est mal équilibré [et] ouvre la voie à l'apologie⁽⁷⁾... »

La controverse

C'est quand Jürgen Habermas, influent philosophe et sociologue de gauche, publia dans l'hebdomadaire hambourgeois *Die Zeit* une réfutation véhémement et un peu décousue des thèses en question que la controverse s'est déclenchée. Disciple d'Adorno et de Horkheimer, Habermas accusait Nolte, Hillgruber et d'autres de « tendances apologétiques » et d'un « révisionnisme » qui cherchait d'abord à aseptiser le sinistre passé de l'Allemagne, pour ensuite s'en débarrasser. Le but ultime de cet exercice, selon Habermas, c'était de passer outre à l'« obsession de culpabilité » éliminée qui hanterait les Allemands, puis de restaurer, par des moyens scandaleux, l'identité nationale brisée⁽⁸⁾. Quelques semaines plus tard, Joachim Fest, auteur d'une biographie de Hitler qui fut un best-seller (*Adolf Hitler*, 1973), s'engagea à son tour dans cette querelle. Dans les pages de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (dont il est codirecteur), Fest intervenait de tout son poids en faveur de Nolte et compagnie, avec un article encore plus long que celui de Habermas, intitulé : « La mémoire due⁽⁹⁾. »

Écrivain et feuilletoniste habituellement brillant, Fest tentait là, par un tour de force plus

(6) Ces termes — *Verantwortungsethik* et *Gesinnungsethik* — ont été forgés par le sociologue allemand Max Weber pour établir une distinction entre deux types de morale : l'éthique de la responsabilité, dont la valeur morale n'est pas déterminée par les intentions mais par les conséquences sociopolitiques, et l'éthique de pure conviction, dans laquelle les notions abstraites de bien moral ou de devoir ont une présence absolue sur la possibilité de réaliser une action ou ses résultats à longue échéance.

(7) Charles S. Maier, « Immoral Equivalence », *The New Republic*, décembre 1986, pp. 36-41.

(8) Jürgen Habermas, « Eine Art Schadensabwicklung », *Die Zeit*, 11 juillet 1986.

(9) Joachim Fest, « Die geschuldete Erinnerung », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 29 août 1986.

acrobatique que convaincant, d'apporter un soutien aux troubles ruminations de Nolte. Il commençait de façon assez prudente : il se pouvait bien que la « volonté d'annihilation » de Hitler n'ait pas été totalement inspirée par la « menace d'annihilation » émanant de la Révolution russe. Toutefois, il était « difficile de croire » à l'absence de tout lien entre les deux choses. Car il y avait ces « impressions terrifiantes émanant de la Russie » — comptes rendus de déportations en masse et d'« extermination de groupes entiers de population » — qui constituaient un « arrière-plan de réalité » pour les « fantasmes d'extermination » de Hitler. Concluant son plaidoyer en faveur de la thèse de la « connexion causale » émise par Nolte, Fest écrivait : « Présenter de telles considérations et établir des connexions n'est pas illégitime. »

Répondant à Habermas, l'historien Klaus Hilbrandt, ancien élève de Hillgruber, se fit également le défenseur de Nolte et de ses compagnons de pensée, au nom de la liberté académique (*Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 31 juillet 1986). Nul ne doit interdire à d'autres de poser des questions (*Frageverbot*), et donc empêcher des interrogations qui visent à mettre au jour des « modèles » ou des « parallèles » relatifs à la « qualité de destruction » dont ont été capables nazisme et communisme. Le seul problème, dans une telle argumentation (comme l'a fait remarquer dans l'hebdomadaire *Die Zeit* l'historien social-démocrate Eberhard Jäckel), c'est que personne n'a accusé Nolte de poser des questions inadmissibles. Le vrai problème, c'est que Nolte avait posé une question *insincère*, en tentant d'établir un lien entre les chambres à gaz nazies et la menace bolchevique, et en cherchant à fabriquer une « culpabilité par insinuation » au lieu de s'attacher à apporter des preuves empiriques. S'il y avait là une apparence de démonstration, elle résidait principalement dans l'argument *post hoc ergo propter hoc* (« après cela, donc à cause de cela »).

Une autre pirouette, dans les pages du même journal, ne devait pas davantage disculper Nolte, même si la tactique adoptée par Johann-Georg Reissmüller, un confrère de Fest, dans le numéro du 14 novembre 1986 de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, était légèrement différente.

Qu'en est-il de la persécution et du massacre systématiques, au début des années 30, des koulaks, les paysans propriétaires qui refusaient la collectivisation sous Staline ? Ce forfait, écrit Reissmüller, figure parmi « les plus vils des

crimes de masse commis par les bolcheviks », et, qui plus est, on était pleinement informé à l'époque de cet « événement monstrueux ». Bien que, dans son article, Reissmüller ne pose pas explicitement le sort des koulaks en « modèle » pour Hitler, il semble bien le suggérer. Aussi Richard Löwenthal (un social-démocrate et un soviétologue de renommée internationale) publia-t-il un démenti à ce propos. « Le lent assassinat de masse des koulaks, écrit-il, est resté inconnu du monde dans son ensemble pendant longtemps. » L'information relative à ce massacre n'est parvenue en Occident qu'« au cours de la Seconde Guerre mondiale » ; en d'autres termes, bien après que les lois raciales de Nuremberg avaient été promulguées et à un moment où les ghettos et les chambres à gaz étaient déjà une réalité. Hitler, écrit Löwenthal, n'a pas importé de Russie l'idée de la Solution finale ; il l'avait héritée de son « mentor » Dietrich Eckart, lequel était mort en 1924 et que Hitler ne devait cesser de citer durant tout le reste de sa vie, comme l'avait relevé Nolte lui-même dans un ouvrage de 1963.

De crainte qu'un lecteur non allemand ne se perde dans le labyrinthe de ce débat, qu'on me permette d'en énoncer à nouveau les trois questions principales. Qui a l'antériorité en matière d'assassinat de masse, les bolcheviks ou les nazis ? Est-ce que le modèle rouge a « inspiré » ou « suscité » d'une manière ou d'une autre le modèle brun ? Dans quelle mesure l'Holocauste est-il un phénomène « singulier » par comparaison avec les ossuaires qu'ont laissés derrière eux Lénine, Staline et Pol-Pot ?

A toutes ces questions, c'est peut-être l'historien Eberhard Jäckel qui a fourni la meilleure réponse⁽¹⁰⁾. Il est vrai, écrit-il, que notre siècle est celui de l'assassinat de masse, perpétré sur des innocents soit à l'aveuglette soit systématiquement, soit avec l'inefficacité inhérente aux « vieilles méthodes » soit avec l'« économie de grande échelle » que procurent les usines de la mort. Mais l'Holocauste est un phénomène unique parce que « jamais auparavant un État... n'avait décidé et déclaré qu'un certain groupe de gens — y compris les vieillards, les femmes, les enfants et les nourrissons — devait être massacré, si possible *in toto*, tout en mettant cette décision à exécution avec tous les moyens dont dispose un État ».

Des Russes bolcheviques, comme l'un des premiers chefs de la Tchèque, Martyn Latsis (cité par

(10) Eberhard Jäckel, « Die elende Praxis der Untersteller », *Die Zeit*, 13 septembre 1986.

Joachim Fest comme première pièce à conviction de la défense), ont pu parler d'« extirper la bourgeoisie en tant que classe ». Peut-être Latsis l'entendait-il littéralement, peut-être ne s'agissait-il que d'une métaphore sanglante proférée au cours d'une guerre civile. (La guerre de Hitler contre les Juifs était, elle, unilatérale.) Quoi qu'il en soit, ce vœu était destiné à ne demeurer qu'une pâle abstraction en regard du fameux discours que Heinrich Himmler prononça le 6 octobre 1943 :

« Nous avons affronté la question : que faire des femmes et des enfants ? Là encore [poursuivait le *Reichsführer* des S.S.] j'ai décidé d'opter pour la plus claire des solutions. Je ne me suis pas senti habilité à exterminer les hommes [...] et à permettre aux enfants de devenir des adultes qui se vengeront sur nos fils et nos petits-fils. Il fallait prendre la rude décision de faire disparaître ce peuple de la surface de la terre⁽¹⁾... »

Enfin Jäckel nous remémore des faits bien établis : « En mainte occasion, Hitler a expliqué pourquoi il souhaitait écarter et tuer les juifs. » Ses raisons constituent « une structure de pensée complexe et cohérente ». Et n'y trouvent aucune place les « meurtres commis par les bolcheviks » ou « une crainte particulière de ceux-ci », tels que ceux que les révisionnistes ont invoqués comme modèle ou comme cause préalable de l'Holocauste. Hitler n'était pas non plus « l'Aryen qui redoute les sous-hommes slaves ou juifs ». Il est donc aussi absurde d'insinuer qu'il s'est livré à un « meurtre préventif » que de transfigurer la guerre de conquête menée par Hitler et par l'Allemagne en une « guerre de défense préventive ».

Alors pourquoi cette controverse ? Et pourquoi maintenant ? On peut en trouver un indice significatif dans le livre de Hillgruber, qui comporte un paragraphe d'une brutale franchise, révélateur de la signification revêtue par la reddition de l'Allemagne en 1945. Pour les « victimes » des camps de concentration et des camps de prisonniers, ce fut certainement un jour de « libération ». Mais il n'est pas « approprié d'appliquer ce terme au destin de la nation dans son ensemble ». Aucune voix appartenant à l'Allemagne majoritaire n'a jamais exprimé cela avec aussi peu de ménagements. Dans la bonne société allemande, on a pour règle de se référer au Jour V comme au « paradoxe le plus tragique et

le plus ambigu pour chacun d'entre nous ». Et pourquoi ? s'est interrogé Theodor Heuss, le premier président de l'Allemagne occidentale. « Parce que nous avons été tout à la fois sauvés et détruits. »

L'identité nationale perdue

Aujourd'hui, personne ne sait combien d'Allemands se sont sentis authentiquement « libérés » le 8 mai 1945 ; mais *alors*, nul n'eût osé dire le contraire. Et bien que le châtement ait été assez bref et hâtif, bien qu'Adenauer n'ait guère moins bien réussi que Talleyrand à restituer à son pays la respectabilité, le fardeau est demeuré lourd. Pour ceux qui sont assez âgés pour s'en souvenir, c'est l'humiliation de la défaite ou la perte d'une partie du territoire et de la gloire de la nation qui empoisonne la notion de libération. Pour le reste de la population — ceux qui ont, disons, moins de cinquante-cinq ans — l'hypothèque est plus subtile et plus persistante. Ils n'ont eu aucune part à « l'exploit teutonique » que fut Auschwitz, mais il leur a fallu vivre avec les stigmates indélébiles d'une infériorité morale.

Cette génération-là est parvenue à l'âge adulte sans aucun sentiment de nation, de continuité ou de fierté. Leur pays était une demi-nation qui pouvait, au mieux, tirer de sa miraculeuse renaissance économique un sentiment calviniste de rédemption. Mais alors que les Américains ou les Français grandissent avec la « bannière étoilée » ou l'anniversaire de la prise de la Bastille, la génération d'après-guerre des Allemands de l'Ouest ne dispose même pas d'une fête nationale convenable ni d'aucun des symboles ou des traditions qui lient l'individu à sa tribu. Si quelque chose leur est venu en partage du passé, c'est le tentacule asphyxiant et redoutable de la culpabilité nationale.

Ce tentacule, pour que les Allemands de l'Ouest essaient de le trancher, il suffisait que le temps passe. Jusqu'aux années 50, ils avaient fait montre de leurs qualités en se comportant en alliés et en supereuropéens modèles, tout en achetant littéralement leur rédemption par d'amples paiements de réparations aux survivants et à Israël. Mais à la fin des années 60, ils ont commencé à s'agiter. Pendant la guerre du Viêt-nam, ce sont les manifestants de la Nouvelle Gauche qui ont soulevé, encore inconsciemment, la question de l'« équivalence morale ». Est-ce que My Lai ne démontrait pas que les « rééducateurs » et

(1) Heinrich Himmler, *Geheimreden 1933 bis 1945*, ed. Bradley F. Smith et Agnes F. Peterson, préface de Joachim Fest (Propyläen Verlag, 1974), p. 169.

les « libérateurs » ne valaient pas mieux que les propres parents des jeunes protestataires ? Et en 1982, leurs frères cadets n'ont pas hésité à établir un parallèle entre les bouchers du général Stroop massacrant les derniers Juifs du ghetto de Varsovie et les troupes du général Sharon assiégeant l'O.L.P. à Beyrouth. Et hop ! quelle différence morale y a-t-il entre les S.S. et les héritiers de leurs victimes ?

Avec la bataille contre les Pershings et les missiles de croisière, bataille qui a réuni les sociaux-démocrates et les Verts, des idéalistes rêveurs et des communistes ancien style, un « mouvement de réveil national⁽¹²⁾ » est finalement apparu sur la scène allemande. La République fédérale est un « pays occupé », tonna l'ancien maire S.P.D. de Berlin-Ouest, Heinrich Albertz, et les Américains sont en train de comploter pour en faire « un stand de tir des superpuissances ».

Cette première « révolte nationale » authentique depuis 1945 a été actionnée par deux moteurs classiques de tout mouvement de ce genre : la conviction d'être collectivement opprimés et le sentiment tribal d'une supériorité morale. Dans *The New Yorker* du 5 avril 1982, Jane Kramer notait : « Pour de jeunes Allemands, l'idée que leur pays a une mission à accomplir dans un monde damné constitue une sorte de rédemption. Ils n'ont aucune histoire à laquelle s'attacher avec la moindre fierté et il est enivrant, pour eux, maintenant, de se figurer qu'ils sont les victimes d'une folie qui n'est pas la leur. Voilà pourquoi on trouve une ferveur presque expiatoire dans une si grande part de la nouvelle politique pacifiste. »

Bien qu'elles soient séparées dans le temps et par leur couleur idéologique, la bataille des historiens allemands et la lutte menée par l'opposition contre l'installation des missiles américains sont clairement en relation l'une avec l'autre, comme le seraient deux frères qui luttent à propos de leur patrimoine ou de leur droit d'aïnesse. Dans les deux cas, le véritable objet de la contestation, c'est « le passé qui ne veut pas passer ». Les jeunes Allemands qui ont organisé les marches pour la paix visaient les armes nucléaires de l'Occident et les Américains qui les fournissaient mais, en réalité, ils réagissaient contre l'héritage grinçant de la guerre perdue. Les décombres ont été balayés depuis longtemps, mais les Allemands sont encore les premières vic-

times de l'ordre nouveau : coupés en deux par les superpuissances étrangères, frustrés de leur identité nationale, enchaînés au statu quo par des forces qu'ils ne peuvent maîtriser. En renversant l'Ancien Régime, les rebelles remporteraient un double triomphe : sur leurs parents, qui se sont liés par contrat aux vainqueurs ; et sur un système qui leur refuse leur identité nationale.

Leur objectif « progressiste » — réaffirmation nationale et reconquête de la dignité morale — n'était pas différent de la quête des historiens révisionnistes et de celle des idéologues traditionnels qui se situent sur la frange extérieure de la majorité de centre-droit de Helmut Kohl. En vérité, la campagne néo-nationaliste de la gauche, donnant l'assaut aux bastions de la légitimité de l'après-guerre, était vouée à déclencher une réponse concurrente de la part de la droite. Mais cette « guerre de succession d'Allemagne » a placé les milieux dirigeants devant un dilemme fort désagréable. Ils ne pouvaient laisser la gauche s'emparer du drapeau ; mais ils ne pouvaient pas davantage adopter la même stratégie simple que celle-ci, « nous contre eux ». Car « eux », il se trouve que ce sont l'O.T.A.N., les États-Unis et l'Occident. Le problème des dirigeants allemands, c'est donc de gagner la bataille morale et idéologique, sans perdre pour autant le cocon protecteur assuré par l'Occident ; autrement dit, de trouver moyen d'être de bons Allemands sans devenir de mauvais Alliés.

C'est un problème qui s'est posé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les conservateurs et les nationaux-libéraux avaient, bien sûr, fait partie des porte-drapeaux du nationalisme allemand au début du xx^e siècle ; mais il était exclu que leurs héritiers d'après 1945 — ceux qui ont ramassé les morceaux pour acquérir une participation dominante dans la nouvelle entreprise politique allemande — adoptent la même attitude que leurs aînés. L'aventure ultra-nationaliste de l'Allemagne s'étant terminée en catastrophe, il n'y avait plus rien à tirer des idoles brisées de la veille ; et sous la menace des armes des occupants, l'Allemagne ne pouvait trouver de voie vers la réhabilitation qu'en suivant la filière internationale, c'est-à-dire en se joignant directement à la communauté atlantique et européenne.

Ce choix, en définitive, n'avait rien de bien douloureux. A l'étranger, il s'avéra que ce sacrifice était le premier pas vers une réaffirmation de l'autorité allemande. Et à l'intérieur, l'alliance avec l'Occident déboucha sur une succession de

(12) Ainsi que le dit Wolfgang Pohrt, « Ein Volk, ein Reich, ein Frieden », dans son essai *Endstation : Über die Wiedergeburt der Nation* (Berlin, Rotbuchverlag, 1982), p. 76.

gouvernements de centre-droit qui s'appuyaient sur la légitimité et bénéficiaient d'un bail de longue durée. Pour une fois, les Allemands n'étaient pas seuls, mais du côté des bataillons les plus forts. L'O.T.A.N. leur fournissait un bouclier et un rôle à jouer ; la C.E.E. ouvrait des marchés et un exutoire légitime pour les énergies des Allemands de l'Ouest.

Mais quarante ans plus tard, l'ersatz de nationalisme que représentent l'euro-péanisme et l'anticommunisme avait beaucoup perdu de sa vigueur ; et la gauche, impatiente de susciter le nationalisme authentique, tenta d'occuper ce vide. Est-ce que le centre-droit serait capable d'en présenter un équivalent moral sans danger, une infusion de bons sentiments exempte de répercussions anti-occidentales fâcheuses ? Peut-être pourrait-on en trouver l'antidote dans la petite cité de Bitburg.

Le choc de Bitburg

Le gouvernement Kohl redoutait le moment où les Alliés se rassembleraient pour célébrer le quarantième anniversaire du Jour V. Car ce « splendide moment de notre grande histoire » selon Winston Churchill, le 8 mai 1945, symbolisait la plus grande catastrophe dans l'histoire pleine de vicissitudes de l'unité nationale allemande. Mais cet anniversaire comportait aussi un espoir : celui qu'un président des États-Unis puisse être persuadé de visiter un cimetière militaire, où il rendrait hommage aux Allemands tombés au cours de la Seconde Guerre mondiale. Unissant vainqueurs et vaincus en un respect mutuel, ce geste magnanime effacerait enfin les stigmates et scellerait le retour à la normalité, à défaut d'enterrer complètement le passé. Or, bien au contraire, à cette occasion, le passé a resurgi avec encore plus de force : l'Amérique entière, pour ainsi dire, a clamé sa réprobation à l'unisson. A Bitburg, le président Reagan et Helmut Kohl ont découvert qu'il était plus facile d'enterrer les morts que les symboles de la guerre, surtout quand ceux-ci sont gravés dans la pierre comme les inscriptions des *Waffen-S.S.* Quarante ans, ce n'est pas encore assez.

Pour les conservateurs allemands, Bitburg fut un choc⁽¹³⁾. Après quarante années de réhabilita-

tion sous les auspices de l'Occident, il n'y avait toujours pas absolution. La vieille question demeurait entière : comment se décharger du fardeau, comment réinstaurer fierté et valeur morale ? C'est certainement au milieu des tombes de Bitburg, le 8 mai 1985, qu'a été déclenchée la bataille des historiens. S'il n'était pas possible de laisser reposer le passé, il fallait le reconstruire. Si les images des wagons à bestiaux et des fours crématoires refusaient de s'estomper, il fallait que des professionnels prennent en main les films pour les remanier et les retoucher. Si l'on ne pouvait nettoyer la tache ancestrale, peut-être était-il possible de faire pâlir les crimes en jetant sur ceux des autres une lumière aveuglante.

Toute histoire est de la politique rétrospective ; aussi Bitburg a-t-il été bien davantage qu'une confrontation germano-américaine à propos du passé. Chose plus importante, ce fut aussi le théâtre d'une querelle *entre* allemands à propos de l'avenir. Que le président des États-Unis consente à lever l'hypothèque morale du passé, cela apportait la promesse d'un triple avantage dans la lutte pour le pouvoir intérieur. D'abord, la poignée de mains échangée au-dessus des tombes aurait prouvé à l'électorat que les États-Unis étaient toujours les meilleurs amis de la République fédérale. Ensuite, elle aurait démontré que les démo-chrétiens étaient capables d'« apporter » les Américains aux Allemands, qu'ils étaient les meilleurs garants de cette association profitable. Et, troisièmement, elle aurait réduit à quia l'opposition, ces Verts et ces sociaux-démocrates qui conçoivent pour l'Allemagne de l'Ouest un avenir différent, qui voudraient relâcher, sinon couper, les liens qui l'unissent à l'Occident, qui se préoccupent davantage des Pershings américains que des S.S.-20 soviétiques, et qui rêvent d'une *Mitteleuropa* « zone de paix », dans laquelle l'Allemagne pourrait, une fois de plus, tenir son rôle traditionnel de « troisième force » entre l'Est et l'Ouest.

Et c'est ici que la bataille des historiens recoupe la lutte pour la légitimité politique et le pouvoir.

Lié à l'Alliance atlantique et aux États-Unis, le centre-droit ne peut jouer la carte nationaliste (par essence anti-américaine) que la gauche a brandie depuis le début de la présente décennie. Il ne peut pas davantage rejouer le jeu historique du nationalisme de droite et ressusciter la vieille « mission à l'Est » de l'Allemagne, en allant au-delà de cet élément fondamental de la détente qui consiste à prendre acte des réalités du pou-

(13) Dans « Le passé qui ne veut pas passer », Ernst Nolte demande ce qui serait arrivé si le chancelier Adenauer « avait refusé de visiter le cimetière militaire d'Arlington, sous prétexte qu'y étaient enterrés des hommes qui avaient participé à des attaques indiscriminées contre les populations civiles allemandes... »

voir soviétique. Car s'orienter vers Berlin-Est et Moscou menacerait les trois piliers traditionnels du bail de centre-droit : à l'étranger, le lien avec les voisins de l'O.T.A.N. et les États-Unis ; à l'intérieur, le consensus anticommuniste qu'il serait indispensable de sacrifier pour rendre possible un authentique choix politique à l'Est.

Le passé et l'avenir

Bitburg a démontré que les issues des plus sombres cavernes de l'histoire allemande demeureraient barrées, au moment même où les états traditionnels de la légitimité en République fédérale subissaient les assauts des néo-nationalistes de gauche. Et les bataillons les plus radicalisés de celle-ci veulent *eine andere Republik*, un système politique et social radicalement transformé, avec beaucoup plus de socialisme et d'écologie à l'intérieur et beaucoup moins d'atlantisme à l'extérieur.

D'un point de vue occidental, le néo-nationalisme de droite, bien qu'il soit associé à un anti-communisme inébranlable, n'est guère plus rassurant. D'une part, le nouveau révisionnisme historique agit clairement de façon à discréditer la gauche : si le premier prix de violence et de meurtre en masse est décerné aux disciples bolcheviques de Marx, cela n'accroîtra pas la séduction du socialisme (sans parler de celle de l'Union soviétique) aux yeux des électeurs allemands. (Et cela explique sans doute pourquoi la bataille des historiens s'est développée fondamentalement sur une ligne de partage droite-gauche.) Mais, d'autre part, il n'est nullement évident que MM. Nolte et Hillgruber aient écrit leurs essais par amour de l'Amérique et de l'Occident.

Pour Hillgruber, lorsqu'il s'agit de distribuer le blâme pour la « destruction » de l'*Europäische Mitte* — le centre de l'Europe, c'est-à-dire l'Allemagne —, les États-Unis valent l'Union soviétique. Le lecteur cherchera en vain, chez cet auteur, la reconnaissance d'une identité ouest-allemande qui plonge ses racines dans les traditions démocratiques nouvelles du pays, et dans son affiliation à l'Occident (bien que l'alliance avec l'Occident et la démocratie ouest-allemande soient soudées par une puissante « connexion causale »). Tout au contraire, en fouillant les décombres dans leur quête d'une identité postérieure à l'Holocauste, les révisionnistes tentent de tirer orgueil de la brève carrière historique de

l'Allemagne comme grande puissance. Aussi les historiens comme Hillgruber fixent-ils le début du *Finis Germaniae* au moment du complot des Alliés contre le Reich et de l'effondrement du front de l'Est. Mais pourquoi ne pas remonter plus haut dans le calendrier ? Pourquoi ne pas commencer par le complot interne contre l'expérience démocratique de Weimar, qui a frayé la voie à Hitler et, par suite, à la guerre mondiale contre l'Allemagne ?

L'historien Michael Stürmer a déclaré : « Celui qui alimente la mémoire, qui modèle les concepts et qui interprète le passé... celui-là conquerra l'avenir », un avenir dans lequel l'Allemagne de l'Ouest demeurera « la clé de voûte de l'arc européen du système atlantique ». Bien que Habermas n'ait pas été, précédemment, un avocat très zélé de l'atlantisme⁽¹⁴⁾, il a certainement raison de noter que « la plus glorieuse réalisation de sa génération, l'« acceptation inconditionnelle de la culture politique occidentale », ne saurait prendre appui sur un tour de passe-passe révisionniste. En vérité, cette ouverture-là a été obtenue *contre* l'idéologie anti-occidentale de la *Mitteleuropa* « que nos révisionnistes voudraient tenter de ranimer avec leur baratin géopolitique ». Le seul patriotisme qui « ne nous séparera pas de l'Occident », conclut Habermas, doit être extrait de la tradition démocratique constitutionnelle du pays.

Et le « baratin » des révisionnistes ne saurait davantage procurer à la République fédérale un avenir moral, même si, au cours de l'an II après Bitburg, des politiciens d'Allemagne de l'Ouest ont ramassé le drapeau de ces historiens-là pour l'agiter vigoureusement pendant la campagne électorale de 1987.

« Il nous faut dire toute la vérité », a proclamé Franz Josef Strauss, qui dirige la branche bavaroise du parti démocrate chrétien de Helmut Kohl. Et cette vérité ne doit pas « se limiter aux atrocités commises au nom de l'Allemagne ». Laisser de côté la « barbarie » des autres reviendrait à « falsifier l'histoire », une falsification qui « détruirait l'identité nationale de l'Allemagne » et continuerait à nourrir un « flot per-

(14) Au contraire, il attache de l'importance à la loyauté à l'égard du marxisme ; et lorsqu'on l'a abondamment cité pour prouver que les extrémistes, dans les révoltes étudiantes de 1968, étaient des « fascistes de gauche », il a protesté en faisant valoir qu'il avait été mal compris et que ses propos avaient été déformés. Dans le débat qui nous occupe ici, il avait défini la tragédie des koulaks comme une « éviction » (*Vertreibung*) ; par la suite il s'est corrigé lui-même et a concédé que cet acte de barbarie serait plus correctement décrit par le mot *Vernichtung* (anéantissement). *Die Zeit*, 7 novembre 1986.

manent de sentiments de culpabilité ». Mais cet appel à un nationalisme de droite, répété à l'infini dans les discours électoraux de Strauss, n'a servi à rien : son parti, l'Union chrétienne sociale, a perdu quatre cent mille voix aux élections de janvier 1987, c'est-à-dire presque un pour cent.

Et c'est un maigre secours, pour les Allemands, de savoir que Staline et Pol-Pot partagent avec Hitler le banc des accusés de l'Histoire. Même si les crimes allemands n'avaient pas un caractère unique, s'interroge l'historien Christian Meier dans l'article de la *Frankfurter Allgemeine* qui clôt la controverse, « qu'y aurait-il à gagner pour nous et notre réputation dans le monde ?

Est-ce que la consolation tirée d'un passé amélioré peut assurer l'avenir? ». Les totalitaires eux-mêmes n'y parviennent pas en réécrivant le passé comme le font les archivistes du 1984 d'Orwell. Cela réussira encore moins à une société démocratique de vouloir créer, à coups de ciseaux et de pinceaux, par quelques retouches, une « histoire » acceptable pour tous qui obscurcirait les crimes de la nation allemande par ceux des autres peuples. C'est cela que prouve la vaine tentative révisionniste des années 1985 à 1987. Mais c'est une tentative que l'on n'oubliera pas.

JOSEF JOFFE

Traduit de l'anglais par Paul Alexandre.

*JE NE SERAIS PAS CONTRAIRE AUX CHANGEMENTS
DE MINISTRES...*

Je ne serais pas contraire aux changements de ministres ; mais il n'est pas aisé en France, où tout le gouvernement réside dans la volonté du roi, d'être un prince capable de changer son ministère ; car, pour avoir cette liberté, il faut que le prince connaisse les principes d'où dérive son administration dans toutes les parties et ait le bon sens de les faire suivre, quoiqu'il ait changé le manœuvre. Il n'en est pas de la France comme de l'Angleterre, où un corps de la nation toujours subsistant maintient les lois et les principes de l'administration du royaume, indépendamment du roi. Le roi d'Angleterre change de ministres à peu près aussi fréquemment qu'en France, mais les principes de l'Angleterre ne varient pas. Sa Majesté Britannique peut n'avoir ni connaissances, ni sens commun ; il n'est point à craindre qu'elle attaque les lois de la propriété et de la liberté anglaises, qu'elle lève arbitrairement des impôts, qu'elle détruise par négligence ou par intrigue la marine d'Angleterre, ni qu'elle fasse des traités avec les puissances étrangères contraires à l'intérêt de son royaume. Le roi d'Angleterre peut avoir, comme un autre, une fille de mauvaise vie pour maîtresse, laquelle serait entourée et conseillée par ce qu'il y aurait de plus méprisablement vicieux dans toute la nation ; cette fille pourra acquérir dès les premiers moments le plus grand ascendant sur son imbécile amant ; si elle parvenait à composer son ministère des espèces les plus décriées en tout genre des trois royaumes, les lois, les forces d'Angleterre, la sûreté, la liberté et la propriété de chaque individu anglais n'en seraient pas moins à l'abri de la sottise et de la méchanceté du roi, de la maîtresse et des ministres ; de sorte que le roi d'Angleterre a l'avantage de pouvoir s'avilir, se déshonorer, sans que la puissance et la nation anglaises perdent de leur lustre.

En vérité, je ne crois pas qu'on jouisse du même courage en France.

Duc de CHOISEUL
Mémoires, Mercure de France, pp. 143-144